

Édito

Pommes, poires et scoubidous...

Par Francis Van de Woestyne

Pressé de boucler des accords dans une série de matières, le gouvernement de Charles Michel est parvenu à trouver d'honorables compromis. Pris isolément, les dossiers révélaient une haute teneur en difficultés politiques. Mais la technique a permis, une fois encore, d'échanger pommes, poires et scoubidous. Tirons-en quelques leçons.

Le procédé prête toujours à sourire. Il est intimement lié à notre vie politique, à un régime électoral qui impose des gouvernements de coalition entre partis de sensibilités idéologiques et linguistiques différentes. Parfois cela débouche sur des "monstres": de l'argent contre une régionalisation d'un machin, la nomination d'un bourgmestre contre la création d'un bidule. Cette fois-ci, les accords auxquels les ministres ont abouti semblent, à la première analyse, assez cohérents. Le plan stratégique de la Défense et l'ajustement des cadres et des tâches de la police répondent à un objectif d'efficacité. L'accord sur les malades de longue durée est un copier-coller de l'avis des patrons et des syndicats. L'arrivée des caisses enregistreuses tient compte des remarques du secteur. Le package paraît politiquement équilibré et budgétairement raisonnable.

Ce tour de force, qui tranche avec les précédents tours de passe-passe, est à mettre au crédit d'un gouvernement qui décide, pose des choix. C'est le mérite d'une équipe qui vit et règne toujours alors que, penchés sur son berceau brinquebalant, nombre d'observateurs ne lui prédisaient pas une très longue vie.

La Belgique a besoin de stabilité. Pour l'instant, elle l'a. De là à dire que l'équipe est soudée par les mêmes objectifs, il y a de la marge évidemment. La cacophonie qui a suivi les attentats de Paris et le relèvement du niveau de la menace en Belgique a montré que le besoin de tirer la couverture à soi, de profiter d'un bref moment de gloriole pouvait amener les plus humbles de nos ministres à proférer des bêtises. Voilà pour l'écume... L'essentiel est que le gouvernement agisse en suivant une trajectoire économique crédible, une politique sociale et fiscale juste.